

Le capitalisme, sans rival de Branko Milanović

blogs.alternatives-economiques.fr/carbonnier/2021/03/21/le-capitalisme-sans-rival-de-branko-milanovic

Le livre *Le capitalisme, sans rival* de Branko Milanović est paru en septembre dernier mais il n'est pas trop tard pour discuter certains arguments ou conclusions. Après une analyse générale de deux formes polaires de capitalisme (les États-Unis et la Chine), de leurs contraintes et de leurs conséquences – notamment en termes de bien-être et d'inégalité – l'auteur réfléchit à l'avenir de nos sociétés. Ses analyses l'amènent à proposer un ensemble de réformes pour améliorer la forme occidentale du capitalisme, en quatre points :

1. Ajouter des incitations fiscales pour que la classe moyenne investisse plus dans des actifs risqués ;
2. Investir des fonds publics dans l'éducation pour réduire l'inégalité des chances ;
3. Établir un régime de citoyenneté allégée pour diminuer les droits des migrants ;
4. Financer les campagnes politiques intégralement sur fonds publics.

Le point 2 est assez consensuel en théorie et le point 4 reprends notamment les analyses de Julia Cagé. L'argumentation du livre cherche surtout à étayer les propositions 1 et 3. Toutefois, si une part de ces analyses est intéressante pour les informations qu'elle apporte – notamment pour le cas très détaillé de la Chine – leur utilisation pour défendre ces deux propositions reste peu convaincante, voire empreinte de sophismes.

Deux variétés de capitalismes ?

Avant de discuter de cette argumentation, je voudrais revenir sur la présentation détaillée du modèle chinois – à la lecture de laquelle j'ai beaucoup appris – et sur la manière dont Branko Milanović encastre cette présentation dans une catégorisation des systèmes économiques actuels. En effet, il détaille les variétés de capitalisme américaine et chinoise non simplement comme les formes des deux superpuissances mais comme les deux formes possibles du capitalisme à venir, affirmant implicitement que les différences avec les autres variétés de capitalisme sont faibles et qu'on peut assez bien placer tous les pays avec cette catégorisation binaire.

Si on compare avec les analyses des variétés de capitalisme opérées précédemment par les chercheurs en science politique ou en économie politique, on s'aperçoit qu'elles s'attachaient surtout à décomposer l'ensemble de modèles que Branko Milanović regroupe sous l'appellation de *capitalisme libéral*. Ces différentes catégorisations (notamment Esping-Andersen, Soskice et Hall, Amable, Hassel et Pallier) ont en commun : *i.* de ne pas considérer la Chine ; *ii.* de considérer le modèle libéral comme une forme distincte parmi les capitalismes non-chinois, restreint aux pays anglo-saxons (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Australie). C'est d'ailleurs sur les formes non-anglo-saxonnes que ces catégorisations divergent, même si on retrouve souvent une catégorie

nordique (sociale-démocrate) et une catégorie d'Europe du nord-ouest. Les autres pays ne se retrouvent pas toujours classés dans les mêmes catégories, même si semblent se dessiner des catégories méditerranéennes, d'Europe de l'Est, et asiatiques (Japon et Corée en particulier).

Même si ce n'est pas dit explicitement, il semble que la thèse de Branko Milanović soit que la mondialisation et la vague néolibérale tendent à amener l'ensemble de ces modèles à se rapprocher du modèle américain, simplifiant la catégorisation aux deux pôles des deux super-puissances. Cette tendance s'observe en effet mais on peut se demander si elle est si complète. Surtout, il n'est pas évident que les différences aux modèles américains ou chinois soient négligeables quand on regarde la Russie, la Turquie, le Brésil, la Corée du Sud ou l'ancien bloc de l'est. Ces pays tiennent une place importante dans l'économie mondiale et se situent nettement à l'extérieur de la dichotomie présentée dans *Le capitalisme, sans rival*. Ils ne sont pas non plus des compromis entre les deux systèmes mais ont des caractéristiques distinctes des deux.

Un autre problème de présenter ces deux modèles des deux super-puissances comme la dichotomie des modèles possibles est que la Chine est finalement très isolée. Si dans un premier temps, l'auteur définit le modèle de *capitalisme politique* comme pouvant s'appliquer à d'autres pays que la Chine (tableau page 131), il explique ensuite que ces pays sont en réalité très profondément différents et que le modèle chinois ne peut pas vraiment s'étendre.

Sans rival ?

Quoi qu'il en soit des différences, la présentation de la Chine comme une variété de capitalisme permet d'affirmer que la quasi-intégralité de la planète est aujourd'hui capitaliste, ce qui est difficilement contestable. Mais Branko Milanović ne se contente pas de le constater, il insiste fortement sur le fait que, sinon permanente, cette situation est très stable et amenée à durer. Il n'y aurait pas de perspective alternative et il suggère même de ne pas chercher à changer de système, seulement à l'amender à la marge. Son argument principal pour cela est qu'il n'existe pas de modèle de type socialiste pouvant succéder au capitalisme car pour lui le socialisme est intrinsèquement un modèle antérieur au capitalisme dans l'histoire des systèmes économiques : c'est le système économique qui permet d'amener les pays colonisés à se libérer et à se développer vers le capitalisme dans un cadre mondial où leurs anciens colonisateurs ont déjà fait le chemin du féodalisme au capitalisme.

Cette analyse descriptive du rôle effectif des systèmes s'étant revendiqués du socialisme est très intéressante. Pour autant, l'argumentation pour en tirer la conclusion que le socialisme ne peut être que cela et qu'il ne peut donc pas exister de système de type socialiste pour dépasser le capitalisme me semble moins convaincante. Elle est résumée page 101 :

Le problème n'est pas tant que le « socialisme réel » n'ait pas eu toutes les caractéristiques qu'il était censé avoir en théorie (bien que ce soit aussi un problème, puisque l'absence de classes qui devait le distinguer a été remise en cause par les sociologues marxistes). Le problème principal et apparemment insoluble pour l'historiographie marxiste est d'expliquer comment une formation socio-économique supérieure comme le socialisme a pu revenir à un état inférieur.

Un point essentiel est de savoir si ce « socialisme réel » était réellement du socialisme, ou à tout le moins représentatif de ce que pourrait être le socialisme dans un pays développé. Romaric Godin a précisément détaillé ce point dans sa recension. Branko Milanović note d'ailleurs que l'analyse économique marxiste considère impossible de bâtir une société effectivement socialiste sur les bases d'une société féodale, mais s'attache à « *la prudente déclaration de Marx à la révolutionnaire russe Véra Zassoulitch, dans une lettre de 1881* » (page 105) pour dire que c'était en fait possible et que les régimes soviétiques sont la représentation du socialisme. Il considère alors comme absurde la position des « *marxistes légaux* » qui contestaient pour ces raisons la possibilité même d'instaurer un régime effectivement socialiste en Russie, car « *cela les a conduits à une position pratique non moins absurde consistant à œuvrer au développement du capitalisme en Russie pour que son épanouissement puisse, très vite, créer une classe laborieuse suffisamment forte pour le renverser.* » (page 105). C'est effectivement absurde mais l'est-ce plus qu'appeler communiste une société qui ne l'est pas et qui ne peut pas l'être, ce qui a conduit au stalinisme ? A partir du moment où les révolutions communistes dans les pays développés ont échoué (notamment en Allemagne et en Italie), l'URSS était de fait dans l'impasse. Il s'en est suivi que toutes les positions étaient absurdes, mais cela ne veut absolument pas dire que l'URSS ait été effectivement socialiste.

Toutefois, il faut reconnaître que refuser cet argument que l'URSS était effectivement socialiste ne résout pas la question, car il reste vrai qu'aucune révolution se réclamant du socialisme n'a pris le pouvoir dans des pays développés. Est-ce le signe de l'impossibilité du socialisme et que les idéologies qu'il véhicule ne peuvent prendre le pouvoir que dans les pays en développement ? C'est ce qui est affirmé page 103 :

La vision marxiste de la guerre et de la montée du fascisme ne contredit pas les preuves historiques. Ce qui les contredit en revanche et qui reste une vraie pierre d'achoppement (et peut-être même un obstacle insurmontable) pour l'explication marxiste de l'histoire du XXème siècle, c'est de savoir pourquoi le communisme n'est pas parvenu à s'étendre à plus de pays développés, et pourquoi les pays communistes ont fini par redevenir capitalistes.

Pour la seconde, le retour au capitalisme, il n'y a pas de pierre d'achoppement : c'est au contraire en accord avec l'hypothèse que ces régimes n'étaient pas effectivement socialistes, et conforté par la description assez convaincante qu'en fait ce livre que les révolutions dans ces pays étaient des révolutions de libération nationale plus que des révolutions socialistes.

Pour l'absence d'extension aux pays développés, la question reste ouverte mais il me semble qu'il existe de nombreuses pistes à explorer (et je renvoie à nouveau à la recension de Romaric Godin sur ce point). Une première piste serait que le capitalisme du début du

XXème siècle n'était pas encore suffisamment développé pour être dépassé : il n'avait notamment pas encore passé le stade où il a permis la consommation de masse. Une deuxième piste réside dans des défaites militaires plus qu'idéologiques ou économiques, car les tentatives révolutionnaires dans les pays développés ont été violemment réprimées, par les corps francs pour la révolte spartakiste en Allemagne en 1919, par les fascistes pour les mouvements italiens au début des années 20.

Impossibilité des politiques sociales

Cela rejoint une vision marxiste que pour éviter les révoltes socialistes, la bourgeoisie capitaliste libérale a deux solutions : soit offrir des droits sociaux en allant vers la social-démocratie, soit céder à l'autoritarisme violent. Or, contrairement à Thomas Piketty qui expliquait l'échec de la social-démocratie par un manque d'idées, Branko Milanović pense qu'elle est obsolète et ne peut pas être réinventée dans le monde moderne. Il pense d'ailleurs que ce n'est pas un mal et que l'hypermarchandisation est une bonne chose en soi (pages 229-230) :

Se débarrasser de l'esprit de compétition et d'accumulation qui est étroitement lié au capitalisme provoquerait une baisse de nos revenus, une hausse de la pauvreté, un ralentissement voire un recul du progrès technique et la perte d'autres avantages (des biens et services qui font aujourd'hui partie intégrante de nos vies) que le capitalisme hypermarchandisé nous fournit. On ne peut pas espérer les conserver tout en détruisant l'esprit d'accumulation et en ôtant à la richesse son statut de marqueur de réussite sociale. Tout cela va ensemble. C'est peut-être une des caractéristiques principales de notre condition humaine : nous ne pouvons améliorer notre confort matériel sans donner libre cours aux traits les moins séduisants de notre nature.

C'est une vision extrémiste de la thèse déjà caricaturale de l'aléa moral : les humains ne font rien s'ils n'y sont pas forcés par la menace de la misère. Or, même à l'intérieur d'un capitalisme hypermarchandisé, les humains prouvent chaque jour qu'ils peuvent fournir des efforts et créer sans cette menace. Les logiciels libres et l'importante production de services associatifs le montrent constamment. Il va encore plus loin quelques pages suivantes en disant même que sans la relation marchande nous serions invivables les uns pour les autres (page 239) :

Se montrer bienveillant et aimable est coûteux, et les efforts que cela implique sont justifiés par la perspective que cette bienveillance sera réciproque. Mais si la personne avec laquelle vous interagissez ne sera plus là dans un mois, quel est l'intérêt d'être bienveillant avec elle ? L'effort est totalement vain.

Mon expérience personnelle (même si je sais que ce n'est pas très scientifique) me pousse à croire que les interactions non marchandes avec des inconnu·e·s, lorsque réciproquement bienveillantes, sont des moments qui apportent par eux-mêmes un réel bien-être même s'ils restent éphémères. Plus encore, de nombreux travaux d'économie expérimentale montrent l'existence de comportements altruistes généralisés, certes renforcés quand on rencontre physiquement les personnes (même sans promesse d'interactions futures) mais également quand on ne les rencontre même pas !

Surtout, pour démontrer que les alternatives au capitalisme hypermarchandisé n'existent pas (dans une section titrée « *there is no alternative* » au premier degré), il ne donne que des exemples de comportements individuels déviants à l'intérieur d'une société qui resterait un capitalisme néolibéral. C'est rater l'intégralité de la question des alternatives, qui sont forcément collectives : il s'agit bel et bien de changer le système et non de se comporter différemment à l'intérieur du système inchangé. Comment parler de système de production sans parler de politique ?

Quelles réformes préconiser alors ?

Comme il récuse tout changement en profondeur de notre système économique mais qu'il dit être intéressé par le bien-être de l'ensemble de la population, il en vient à faire des propositions pour que davantage d'individus se comportent en capitalistes (page 72) :

Si nous voulons égaliser les gains reçus par la classe moyenne et les riches, il faudrait encourager la classe moyenne à détenir plus d'actions et d'obligations.

C'est rater une bonne part de la compréhension du système capitaliste en pensant que si chacun fait un peu plus d'effort pour être un meilleur capitaliste, alors on pourra aller vers un capitalisme d'égaux où tout le monde est heureux. Et comment y parvenir ? Par les incitations ! Le rôle de la politique est ainsi de donner les petits coups de pouces pour aider les agents à prendre individuellement les bonnes décisions. On retrouve toute l'idéologie néolibérale de la régulation par les incitations, qui a pourtant bien montré ses effets dévastateurs et inégaux dans tous les pays qui s'y sont adonnés.

C'est aussi naïvement penser que la composition des patrimoines selon leurs niveaux est le signe de mauvais choix des classes moyennes, qui investiraient à tort dans leur logement au lieu d'investir dans des actifs risqués plus rémunérateurs. Les raisons d'une forme d'épargne graduelle, d'abord le logement personnel puis les autres formes d'investissements sont nombreuses et non irrationnelles, comme je l'avais détaillé dans un [article](#) il y a quelques années.

Mais ce qui est finalement assez étonnant dans ce livre, c'est une vision très premier degré de la théorie néoclassique. Je défends que cette théorie a un intérêt pour comprendre certains phénomènes économiques, mais il est absurde de faire comme si le monde se comportait réellement comme dans une telle maquette ultra-simplifiée. Un exemple du même type se retrouve page 177 à propos de la force de travail :

D'abord (et d'un point de vue strictement économique), le travail, tout comme le capital, est simplement un facteur de production. En principe, nous ne devrions pas accorder de traitement particulier à l'un des facteurs.

Bien sûr que le travail est différent du capital, et pour une raison simple : l'utilisation de la force de travail pour produire affecte directement (et non par la consommation de ce qui est produit ou par sa rémunération) le bien-être des humains (en l'occurrence ceux qui génèrent cette force de travail), que ce bien-être soit négatif via la peine au travail ou positif via la réalisation des potentialités créatrices. Certes, le principe du capitalisme est de faire comme si le travail n'était qu'un facteur de production comme les autres – de

transformer le travail en marchandise – mais cela reste un « comme si », et fort heureusement encore très imparfait. Le travailleur n'est pas juste un facteur de production car son bien-être devrait être l'objectif principal d'un système économique émancipateur. On retrouve aussi cette vision assez naïve du monde dans l'explication de la croissance des inégalités de salaire, pour laquelle sont mises très fortement en avant les choix et les capacités individuelles (page 40) :

Par exemple, aux États-Unis comme dans d'autres pays, une part de la hausse des inégalités de revenus résulte de l'augmentation de la prime à l'éducation dont bénéficient les travailleurs les plus diplômés. Or, il ne s'agit pas d'une caractéristique systémique du capitalisme libéral. La hausse de cette prime est due à un manque d'offre de main d'œuvre très qualifiée et à l'évolution technologique qui rend le travail qualifié plus productif et conduit à une augmentation de la demande d'une telle main-d'œuvre (Goldin et Katz, 2010). Fondamentalement, rien dans le capitalisme libéral n'empêche une hausse de l'offre de main d'œuvre très qualifiée. Aucun obstacle juridique n'empêche les individus de faire de longues études et, dans la plupart des pays d'Europe occidentale, l'accès à l'enseignement supérieur est même gratuit, ou relativement peu coûteux.

C'est mettre bien vite de côté toutes les barrières (systémiques quant à elles) à l'accès à l'éducation même quand celle-ci est formellement gratuite. C'est aussi naturaliser les inégalités en expliquant leur croissance par le progrès technologique. Or, les inégalités n'augmentent pas qu'entre qualifiés et non qualifiés, sinon on n'aurait pas la part des 1 % qui s'envole plus vite que les indicateurs d'inégalité plus globaux (comme le coefficient de GINI). De nombreux articles empiriques mettent en avant l'existence de « partage de rente » dans la fixation des salaires, qui ne sont donc pas le révélateur de la « productivité naturelle » des travailleurs. Par exemple, Card, Devicienti et Maida ont montré comment une grande partie des écarts de salaires en Italie étaient en fait directement liés à la rente à partager dans les entreprises, sans qu'un partage de cette rente avec les salariés n'affecte la rentabilité globale de l'entreprise.

Ceci est cohérent avec le fait qu'une littérature croissante trouve que l'augmentation des inégalités de salaires est en grande partie tirée par des différences entre entreprises plutôt qu'entre productivité des salariés. Or, les mécanismes de partage de rente, comme les mécanismes qui permettent d'obtenir les postes dans les entreprises qui paient le mieux, ne sont pas naturels et individuels mais bien liés à l'organisation institutionnelle de nos sociétés. Branko Milanović en convient lui-même quand il décrit la manière dont les ménages les plus fortunés aux États-Unis assurent à leurs enfants les places dans les universités les plus prestigieuses. Il l'interprète simplement comme le fait qu'ils s'assurent que leurs enfants seront les plus intrinsèquement productifs, en oubliant un peu vite la place des effets de signalement et de réseaux qui assureront effectivement les postes les mieux rémunérés à leurs enfants, mais pour d'autres raisons qu'une pure supériorité intellectuelle.

Sur l'immigration

Enfin, on retrouve cette manière de se contenter de raisonnements assez simplistes (figurant un monde organisé par des décisions individuelles d'agents rationnels agissant sans contrainte) dans la partie sur l'immigration, qui défend la formalisation de sous-citoyennetés. Le raisonnement part de l'idée que le libre échange est forcément bénéfique, le démontrant par un pur sophisme (page 178) :

La création d'obstacles supplémentaires à la circulation du capital et du travail entraînerait en outre une baisse globale des revenus, y compris dans les pays ayant décidé de quitter la mondialisation. Pour s'en convaincre, il suffit de se livrer à un raisonnement a contrario ; si l'on affirme que le revenu national ne serait pas affecté par des barrières aux frontières, alors il faudrait aussi dire que le revenu ne serait pas affecté par l'instauration d'obstacles à la circulation du capital et du travail à l'intérieur des frontières nationales. [...] En descendant encore d'un niveau, on arriverait vite à la conclusion que la mobilité du travail (d'une région ou d'un secteur à l'autre) n'a pas d'effet sur le revenu total – une affirmation manifestement fausse.

Ce raisonnement oublie l'importance des régulations économiques et politiques en considérant de la même manière des mobilités à l'intérieur d'espaces régulés en commun et entre espaces régulés séparément et différemment. Or, c'est bien toute la question de la mobilité internationale du travail, du capital et des marchandises, que de savoir comment cela influe sur l'impact des politiques publiques. Il n'est donc pas possible de déduire l'effet d'une libre circulation internationale de l'effet d'une mobilité « d'une région ou d'un secteur à l'autre ».

Mais cela permet à Branko Milanović de considérer qu'il convient d'obtenir une parfaite mobilité internationale de tous les facteurs, dont le travail, puisque « nous ne devrions pas accorder de traitement particulier à l'un des facteurs ». Il enchaîne alors sur une vision de l'immigration très déconnectée de la réalité. On peut d'ailleurs remarquer que cette partie ne cite aucun travail empirique sur le sujet : c'est donc de l'impression de l'auteur (ou de son raisonnement en concurrence parfaite sans friction) que sont tirées les conclusions. Il introduit d'abord le sujet page 180 sous l'angle des invasions barbares avec des exemples sur les Goths et l'empire romain, puis raisonne selon le principe que les flots de migrants se déversent d'une région à l'autre mus par les comparaisons rationnelles de niveaux de vie entre pays, comme des cours d'eau se déversent en fleuves bouillonnants en fonction des différences d'altitude. Pourtant, les travaux empiriques montrent tout autre chose, comme le résumait récemment Esther Duflo qui, elle, citait des sources en appui de ses affirmations :

Un des grands fantasmes vis-à-vis de la migration, c'est que tout le monde est en mouvement perpétuel, et en particulier que s'il n'y avait pas de barrières très imperméables entre les pays, tout le monde voudrait venir dans nos pays riches. En réalité, même dans des espaces comme celui de l'Union Européenne où les mouvements de population sont complètement libres, ils sont finalement très faibles. Le deuxième fantasme, qui est lié au premier, est que la raison principale pour laquelle les gens partiraient de chez eux c'est qu'ils seraient attirés par des conditions de vie, des salaires meilleurs dans d'autres pays, alors qu'en réalité c'est un motif de migration extrêmement minoritaire. Ce qui entraîne de grands mouvements de gens d'un coup, c'est une énorme crise.

Partant de l'hypothèse des invasions barbares en fonction des différences de niveaux de vie, Branko Milanović déduit, toujours sans citer de travaux, qu'il devrait exister une courbe de demande de migrants qui serait clairement décroissante en fonction des droits qu'on leur accorde (page 183). Encore une fois, la complexité des mécanismes d'assimilation et d'acceptation font que la relation entre acceptation et droits offerts aux migrants est bien plus complexe (voire par exemple les cours au collège de France de François Héran sur le sujet).

Une hypothèse essentielle de cet argumentaire est que les migrants sont un désavantage pour les populations locales s'ils ont des droits, car cela enlèverait des droits aux résidents de longue date. Il n'est pas évident que maintenir une population de sous-citoyens protège les droits des citoyens, et c'est particulièrement contredit par les études en ce qui concerne les assurances sociales par exemple. Le principe même d'une assurance est de mutualiser les risques, et c'est tel qu'à moins d'intégrer des personnes particulièrement plus risquées que la moyenne dans la mutualisation, l'augmentation du nombre d'assurés est une bonne chose pour l'ensemble des assurés. Or, sur le risque intrinsèque des immigrés, il n'est pas établi que les immigrés bénéficient plus qu'ils ne contribuent aux assurances sociales ; Esther Duflo citait même des preuves du contraire dans l'émission suscitée.

Branko Milanović tire alors la conclusion qu'il convient d'ouvrir pleinement les frontières, suppose de manière erronée que cela fera surgir d'immenses flots de migrants, qui seront alors exploités légalement grâce à un système de sous-citoyenneté formelle (page 197) :

Pour que les migrations de main-d'œuvre cessent d'être un sujet politique sensible, il faut soit réduire les écarts de revenus entre pays (les pays pauvres rattrapant les pays riches), soit réduire fortement, voire démanteler l'État providence existant dans le monde riche, soit accorder aux migrants nettement moins de droits qu'aux citoyens.

Les prémisses simplistes et erronées de son syllogisme le conduisent à cette seule alternative ternaire, qu'il conclut en considérant que le premier point n'est pas atteignable et que le second n'est pas souhaitable (même s'il a jugé par ailleurs qu'on devait de toute façon revenir sur les politiques sociales hormis l'éducation, voir ci-dessus). Il ne nous reste donc plus qu'à accepter les sous-citoyennetés.

Pour conclure cette discussion, je dirais que la lecture de ce livre m'a beaucoup appris sur le système chinois et que j'y ai trouvé des réflexions intéressantes sur l'explication des inégalités aux États-Unis. Mais que je suis resté sur ma faim quant au passage aux propositions de politique économique.

Ajouter un commentaire

▼ CAPTCHA

Cette question sert à vérifier si vous êtes un visiteur humain ou non afin d'éviter les soumissions de pourriel (spam) automatisées.